Dévoiement démocratique

Article rédigé par *François Martin*, le *18 mai 2012*

Parmi les leçons à tirer de l'élection, le rôle de la presse et des lobbies dans la défaite de Nicolas Sarkozy. Explications par François Martin à la lumière du livre « Contre-insurrection : théorie et pratique » du stratège militaire français David Galula.

L'une d'entre elles est, certainement, la partialité d'une bonne partie de la presse à l'égard du candidat Sarkozy, comme elle l'avait été tout au long de son quinquennat. Certes, chacun de nous, et la politique n'y fait pas exception, voit toujours un peu « midi à sa porte ». C'est une tendance naturelle que d'accuser les journalistes de remarquer les défauts de « son » champion, et de minimiser ceux du champion d'en face. Par ailleurs, il est de bon ton d'accuser la presse en général de tout ce qui ne va pas, et donc de partialité, en raison sans doute de son omniprésence dans une société du « tout médiatique », qui la désigne naturellement à la vindicte. La presse elle-même, c'est ce qu'elle dit en tout cas, a toujours peur d'être considérée comme trop proche des puissants, ce qui implique de sa part des postures « anti » politiques, à la limite de la caricature, pour ne pas se faire accuser de collusion avec le pouvoir. Cependant, dans le cas de Nicolas Sarkozy, cette partialité caricaturale ne souffre pas de doute. Il n'est que de rappeler les questions du type « que ferez-vous lorsque vous serez président ?» à l'un et « y croyez-vous encore ? » à l'autre, ou bien les couvertures « Enfin ! » à la victoire de son adversaire. Que n'aurait-on pas dit si un journal avait titré de cette façon à la victoire de la droite ? On l'aurait sans doute appelé « La Pravda »… Mais la preuve la plus flagrante vient des journalises eux-mêmes qui ont souvent remarqué, y compris pendant la campagne, qu'ils y allaient « un peu fort » avec l'homme de droite, et ce dès le début, depuis le fameux « Fouquet's », sans d'ailleurs qu'ils en aient tiré, en général, la moindre leçon sur leur conception de la déontologie, ni sur la nécessité de corriger le tir. En tout cas, la différence de traitement avec le nouvel élu paraît évidente.

Une forme de dévoiement de la démocratie

Nous voudrions pourtant donner un peu plus de hauteur à ce propos, parce que cette attitude nous paraît avoir d'autres causes, à certains égards plus graves, que simplement le « tropisme » à gauche de la presse en général. Il nous semble en effet qu'il y a, au-delà de cette partialité apparente de la presse, une forme de dévoiement de la démocratie, à laquelle le peuple participe, probablement à son insu. Expliquons-nous.

Dans un petit livre extraordinaire [1], le stratège militaire français David Galula explique les fondements de la guerre insurrectionnelle, qui sont à l'opposé de ceux de la guerre classique. Dans ce contexte particulier, où l'insurrection est en général, surtout au début, faible en moyens, sa victoire ne vient pas de succès militaires, qui sont impossibles compte tenu de l'importance de ceux dont dispose le pouvoir en place, mais plutôt de ses victoires symboliques. Il s'agit bien, et c'est tout le génie de Galula que de le démontrer de façon limpide, d'une guerre *purement idéologique et politique*, dont l'enjeu est l'estime et l'appui de la population. Pour l'insurrection, l'important est de *vider le pouvoir de son contenu idéologique*, de ses justifications. C'est d'autant plus facile que si ce dernier bénéficie en général peu de ses succès (on considère comme « normal » qu'il apporte le bien-être à ceux qu'il dirige, en contrepartie de l'autorité et de la coercition qu'il exerce), il cristallise toujours bien plus les mécontentements, lorsque ses missions (ordre, justice, prospérité) sont mal remplies, ce qui est presque toujours le cas.

Peu à peu, en montrant, à tort ou à raison, que le pouvoir est injuste, corrompu, inefficace, ridicule, dur, mou, « arrogant », proche des riches, loin des réalités, partial, ami ou valet de l'étranger, que le dirigeant principal est cruel, menteur, méchant, gros, maigre, petit, laid, etc, etc…, l'insurrection parvient à se

positionner comme le *défenseur du peuple*, et en définitive son représentant *légitime*, contre un pouvoir rendu illégitime. Lorsque l'insurrection a gagné cette bataille, qui peut durer de nombreuses années, l'affaire est pratiquement pliée, parce qu'elle peut alors s'arroger « le beau rôle », protégée par la population, à l'intérieur de laquelle elle se meut comme un poisson dans un bocal, et développer des actions, toujours symboliques, mais de plus en plus militaires et efficaces, contre un pouvoir marginalisé et détesté, qui se bat contre un ennemi insaisissable tapi au milieu du peuple. Finalement, ce pouvoir finit par tomber [2].

Il est impossible de ne pas établir un parallèle entre cette technique insurrectionnelle employée dans des pays en guerre de « libération », comme la Chine ou Cuba autrefois, ou l'Afghanistan en ce moment, et ce qui se passe aujourd'hui, sur un plan civil, dans nos propres pays :

Manipulation de l'opinion

Si l'on y réfléchit, les lobbies idéologiques, qu'ils proviennent des intellectuels, caricaturistes, humoristes, hommes de médias, artistes, sportifs, syndicalistes, ou « leaders d'opinion » en général, emploient, vis-à-vis du pouvoir, exactement les mêmes méthodes. Il s'agit pour eux, par des actions symboliques le plus souvent [3], de *dénaturer le pouvoir*, de le faire passer pour détestable *a priori*. Alors qu'ils ne manquent, pour la plupart d'entre eux, ni de pouvoir d'influence, ni d'argent, ni de notoriété (ils ne font donc en aucune façon partie des pauvres et des petits, ni même de la classe moyenne), ils parviennent ainsi, par une sorte de *tour de passe-passe*, à obtenir les faveurs de l'opinion et du peuple, et à être considérés comme leurs défenseurs, ce qui n'est pas, si l'on y réfléchit, le moindre des paradoxes [4]. Toujours selon Galula, lorsqu'on est dans ce cas (et à notre avis, en France, nous y sommes), il s'agit d'un renversement des valeurs politiques (le pouvoir étant considéré comme « illégitime » et l'insurrection, si l'on peut employer ce mot, « légitime »), et d'une situation à proprement parler révolutionnaire, même si elle n'est pas, *civilement*, telle . Le peuple, qui soutient, sans en comprendre trop les enjeux, les thèses « insurgées », comprend-il la partie qui se joue ? Probablement pas, même s'il reste toujours une certaine forme de méfiance instinctive, comme s'il décodait les enjeux derrière les apparences. En tout cas, personne, parmi les hommes politiques au pouvoir aujourd'hui, à droite en particulier, ne semble avoir envie de « se défendre », et de lui ouvrir les yeux sur cette féroce bataille qui se livre en coulisses, en développant une analyse comme celle que nous faisons. Tout se passe comme si, alors qu'ils ont la légitimité démocratique, ils considéraient qu'ils l'avaient déjà perdue…

Le pouvoir réel

Un autre élément à ajouter à cela, c'est l'attitude des lobbies, en général, dans nos démocraties. Dans « Le Prince », Machiavel fait la célèbre distinction entre le monarque, l'oligarchie et le peuple. Il nous semble que l'équilibre entre ces trois pouvoirs, tel qu'il fonctionne dans tel ou tel pays, y compris dans les pays démocratiques, n'est pas assez étudié, les commentateurs s'attachant plutôt, en général, à la critique du *fonctionnement des institutions [5]*. Or ces analyses ne nous paraissent pas vraiment pertinentes, parce qu'elles ne concernent que *la surface des choses*, l'aspect juridique, et non pas le fond, à savoir comment *s'entendent ou se combattent ces trois pouvoirs*, et en particulier *qui a le pouvoir réel*. Dans une démocratie, ceci est en effet fondamental, puisque le pouvoir que détient le monarque, et avec lui le gouvernement, est issu des urnes. S'il est prouvé qu'en réalité, il en est dépossédé par l'oligarchie, il y a en vérité un *dévoiement démocratique*, malgré que les apparences (élections juridiquement sans défauts) soient respectées.

Dans un fonctionnement idéal, ces trois pouvoirs jouent leur rôle :

- au peuple la décision, lors de l'élection, par laquelle il investit et « sacralise » le monarque et son équipe, et avec eux la ligne politique et les grandes priorités qui lui ont été présentées durant la campagne
- au monarque la représentation du peuple, à l'intérieur et à l'extérieur, avec les instruments symboliques dont il dispose (les « attributs du pouvoir »), la conduite de la politique sur la base de laquelle il a été élu, et, au-dessus tout cela, la garantie du maintien de ses deux principales prérogatives, l'ordre et la justice.

- aux oligarchies, « corps intermédiaires » » autour et près du pouvoir, « l'animation » de cette politique, et l'effet d'entraînement, fort important, qu'ils peuvent jouer, en apportant, au pouvoir d'un côté et à la société de l'autre, toutes les sortes d'idées et d'initiatives possibles.

En réalité, bien entendu, les choses ne se passent jamais comme cela, d'une part parce que les lobbies sont proches du pouvoir. Ce dernier a donc *naturellement* tendance à être assez consentant et faible avec eux (ils peuvent facilement le « harceler », et même le faire tomber symboliquement, puis politiquement, cf ci-dessus), d'autre part parce que le biais *naturel* des rapports entre le faible et le fort est que le fort écrase le faible, et donc la tendance de l'oligarchie, en tout cas lorsque le monarque n'y veille pas, est qu'elle profite des avantages glanés dans les allées du pouvoir, ou bien par une philosophie libérale qu'elle sait camoufler en vertu de liberté, pour prolétariser le faible à son profit. Face à cela, le monarque a le choix entre deux attitudes :

- Soit le « mandat de justice », par lequel il tente, en contraignant les oligarchies, de garantir au peuple la liberté (la vraie…) et la prospérité auxquelles il a droit [6]
- Soit le « mandat-alibi », par lequel il pactise en sous-main avec les oligarchies, à qui il garantit pouvoir et avantages, tout en distribuant au peuple de bonnes paroles pour le rassurer [7].

Dans le premier cas, évidemment, puisque le monarque accepte, et même revendique comme son devoir, une certaine forme de « guerre intestine » vis-à-vis des lobbies, pour rééquilibrer le rapport forts/faibles, en général il en prend « plein la figure ». Pour cette raison, l'un des signes caractéristiques pour savoir s'il applique plutôt un « mandat de justice » ou un « mandat alibi » est la façon dont les oligarchies le traitent. S'il est maltraité, c'est sans doute qu'il fait à peu près bien son travail de défenseur du peuple. S'il est bien traité, c'est mauvais signe : c'est sans doute qu'il y a, sous-jacent, un pacte *« les actes pour vous, les paroles pour le peuple* » qui a été implicitement ou explicitement négocié.

Tout ceci fait partie, pourrions-nous dire, du fonctionnement « normal » du pouvoir. Dans la réalité, il y a un peu de « mandat de justice » et de « mandat alibi » dans la pratique de chaque dirigeant. Il y a, pour tous les lobbies, l'envie légitime de profiter et de tirer quelques avantages (notoriété, argent) du travail important de créativité et de « modernisation » de la société qu'ils font. Et si cela fonctionne bien et qu'il y trouve au final son compte, le peuple l'accepte avec philosophie ou avec bonhommie.

L'Etat lobbie

Mais là où les choses se gâtent, par contre, c'est lorsque le pouvoir du monarque est affaibli, et c'est le cas, nous le pensons, dans nos démocraties modernes et en particulier, aujourd'hui en France. Cela se produit soit parce que le pouvoir s'est, par ses erreurs ou une pratique trop compromise par rapport aux principes, lui-même désacralisé, ou bien parce que les lobbies sont, par la nature de la société à ce moment, particulièrement puissants [8], soit parce que la situation du pays, sur le plan civilisationnel, politique, social ou économique, est mauvaise. Dans ce cas, l'oligarchie, comprise comme un ensemble, une « classe », selon Machiavel, ne veut pas « du » pouvoir, mais « le » pouvoir. Les puissants et leaders d'opinion tombant le masque, on assiste alors à une véritable curée, irréelle, sur le pouvoir, une insurrection selon Galula, l'objectif étant de transformer l'Etat-nation en un « Etat-lobby », c'est-à-dire de conserver simplement à l'Etat, extérieurement, son apparence de fonctionnement et ses « oripeaux » démocratiques, alors-même que tout le reste du pouvoir est confisqué par les lobbies, avec en appui un « retournement » des opinions, par les méthodes révolutionnaires [9] décrites plus haut. L'Etat, dans cette situation, est « couché », de telle sorte qu'il ne fait plus, en déplaçant sans arrêt les problèmes, comme au jeu du bonneteau, à défaut de les traiter, que de jouer sur le temps pour justifier les activités de ses nouveaux maîtres, l'opinion, ô paradoxe, mange librement dans la main de ceux qui l'oppriment.

Sur ce chemin de la maladie du *dévoiement démocratique*, chacun jugera du stade où se trouve notre pays…

Photo : © Hegor / Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported, 2.5 Generic, 2.0 Generic and 1.0 Generic license

[1] « Contre-insurrection : théorie et pratique ». EditionsEconomica. Préface de l'édition française faite par

le Général David Petraeus, qui n'hésite pas à classer David Galula parmi les trois plus grands stratèges de tous les temps, aux côtés de Sun Tzu et de Clausewitz.

[2] Nous ne rentrerons pas ici dans le détail de ce que doit être une stratégie contre-insurrectionnelle, que Galula décrit abondamment. Qu'il nous suffise de dire que l'un des indices principaux de la réussite de cette stratégie de reconquête par le pouvoir est le *taux de dénonciation*. Lorsque la population se remet à dénoncer les insurgés aux autorités, plutôt que le contraire, cela veut dire que le pouvoir en place a repris le dessus « dans les têtes et dans les cœurs », et est en passe de gagner la bataille idéologique.Pour cette raison, un des critères très importants (et malheureusement non publiés) de la réussite ou de l'échec de la guerre contre-insurrectionnelle, en Afghanistan par exemple, ce ne sont pas les pertes de soldats occidentaux, que l'on commente abondamment, faisant ainsi le lit des insurgés, mais le taux de dénonciation par la population des actions insurgées, comme des mines artisanales posées sur les routes. Nous croyons savoir que depuis des années, ce taux de dénonciation est en augmentation.

[3] Que l'on pense par exemple aux opérations « coup de poing » d'Act Up, à la Gay Pride, à l'exigence du mariage homosexuel, qui vise non à obtenir un droit, mais à dénaturer cette institution (cf http://www.libertepolitique.com/L-information/Decryptage/Est-ce-vraiment-le-mariage-que-veulent-les-homo). Que l'on pense au « Bébête show », où les politiques sont tournés en ridicule, souvent au-delà de la limite du respect.

[4] Les qualificatifs « tous pourris »,la désaffection affichée (mais non réelle) vis-à-vis de la politique, l'attitude des politiques eux-mêmes, qui s'excusent trop souvent de faire l'un des métiers les plus difficiles au monde, où bien peu veulent s'engager, sont des marques à notre avis de l'efficacité des politiques « insurrectionnelles » menées par ces leaders d'opinion.

[5] Respect ou non, sur le plan légal, juridique, de la *forme* démocratique

[6] On pense ici à la célèbre phrase de Lacordaire « *Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère* ». Cet homme avait tout compris.

[7] Sur ces développements, cf notre livre « mondialisation sans peur » (Muller Editions, 2010). Cf www.mondialisationsanspeur.com

[8] Cf NDBP N°6

[9] Une des façons étant le « matraquage », le « terrorisme de la pensée », le « politiquement correct ». On n'a simplement *pas le droit* de penser ou de remettre en cause certaine choses. La moindre expression dans ce sens déchaîne immanquablement un déluge de critiques, une « mise au pilori », de la part des bien-pensants et des lobbies. C'est une technique d'insurrection, rien de plus.